

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER
Rédacteur en chef. Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise	15	30	60
Départements	18	37	75
Union Postale	21	43	88

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Pour la veuve d'un soldat

Le lieutenant-colonel Lentonnet est mort pour la patrie, après avoir consacré toute sa vie à son devoir militaire. Sa biographie, comme celle de tous les braves gens et de tous les héros simples, n'est pas compliquée, ni ondoyante, ni diverse. Elle tient en un court espace. Elle est droite et claire comme une lame d'épée.

Jean-Louis Lentonnet naquit à Paris, en plein quartier du Temple, dans une famille d'ouvriers. Dès l'âge de onze ans, il portait l'uniforme, ayant été incorporé en qualité d'enfant de troupe au 3^e de ligne. Dès qu'il eut le droit légal de s'enrôler, il signa un engagement de sept ans. Il ne pouvait pas lier sa vie pour une période plus étendue. Mais, au fond de son cœur, il prononça un vœu perpétuel de consécration à l'armée et à la France.

Soldat de profession et de vocation, il résolut de ne pas moisir dans les casernes, de fuir les bureaux et d'éviter les antichambres. Il ne rappelle cet excellent Parquin, qui, trouvant, vers 1812, en garnison à Niort, disait à son camarade de lit :

— On s'embête ici. Mon sabre se rouille. Est-ce que le Petit Caporal ne va pas bientôt se fâcher avec un roi ?

Lentonnet profita de ce que Napoléon III était « fâché » avec François-Joseph, pour faire ses premières armes en Italie. Il regretta, toute sa vie, d'être arrivé là-bas le lendemain de la bataille de Solferino, juste au moment où les diplomates préparaient leurs plumes et leurs écritures pour signer la paix. Quelle malchance ! Il se dédramatisa en demandant du service en Algérie. Pendant six ans il guerroya, tantôt sur les frontières du Maroc tantôt dans la province d'Oran. Il eut les sardines de sergent-major. En 1864, il fut nommé sergent-major. C'est seulement le 28 janvier 1870 qu'il agrafa, pour la première fois, à sa tunique, l'épaulette d'or. Le rêve de sa jeunesse commençait à se réaliser. Le petit enfant de troupe était officier. On l'appela « mon lieutenant », les factionnaires lui « portaient les armes » !

Vint la guerre de 1870. Lentonnet, portedrapeau du 13^e régiment de ligne, assista aux grandes batailles livrées sous Metz, à Borny, à Rezonville, à Saint-Privat, à Amanvillers. On ne pouvait confier les couleurs nationales à des mains plus courageuses et plus tenaces. Le 16 août, un éclat d'obus emporta l'aigle du régiment et renversa le porte-drapeau. Lentonnet, cruellement blessé, refusa d'abandonner son poste.

Le 18 août, à six heures du soir, il fut frappé d'un coup de feu au bras gauche. Il ne consentit pas à se rendre à l'ambulance. Il voulait, jusqu'au bout, dans ce crépuscule triomphal qui semblait empourprer un soir de victoire, déployer le symbole vivant de la patrie, au-dessus des bataillons criblés de fer et de feu. A huit heures, dans cette même journée, il fut atteint d'une seconde balle, à la jambe gauche. Le porte-drapeau du 13^e régiment de ligne fut cité à l'ordre du jour de l'armée et promu lieutenant. Ses épaulettes toutes neuves étaient déjà ternies, brûlées par la poussière et par la fumée des batailles.

Après la guerre, à peine convalescent, le lieutenant Lentonnet sollicita l'honneur de passer au 4^e zouaves, afin de renouveler connaissance avec les Arabes, qui recommençaient à faire parler la poudre. Il gagna son troisième galon et la croix de la Légion d'honneur en rase campagne. L'expédition de Tunisie lui valut le grade de commandant. Officier de la Légion d'honneur et chef de bataillon au 1^{er} tirailleurs, cet intrépide héros redoutait déjà l'heure inévitable de la retraite, lorsque le choix spontané du général Hervé, commandant du 19^e corps d'armée, le désigna pour servir à Madagascar.

Lentonnet, malgré ses cinquante-cinq ans sonnés et sa moustache grisonnante, accepta joyeusement cette aubaine inespérée. Il voulait ajouter de nouveaux titres à ses actions d'éclat, à ses blessures, à ses douze campagnes, à ses trois citations à l'ordre du jour de l'armée.

Il caressait aussi, dans le secret de son âme ingénu, un espoir inavoué. Étant courtisé, chevaleresque et sentimental comme tous les héros français, il rêvait d'offrir à Mme Lentonnet, pour sa fête d'honneur d'un cinquième galon...

Parisien de la rue du Temple, il avait laissé dans son quartier quelques vieux amis, qui lui disaient à chaque congé : — Surtout, reviens colonel ! Il faut être colonel !

Parti d'Alger le 1^{er} avril 1895, débarqué à Majunga le 23 avril, il prit aussitôt le commandement du 2^e bataillon du « régiment d'Algérie », dans la brigade Metzinger. Il fut un de ceux qui eurent la joie de hisser les couleurs de France aux remparts de Tananarive.

Lentonnet fut à Madagascar ce qu'il a été partout : un soldat intrépide, un chef irréprochable, soucieux, avant tout, de son devoir, — paternel pour ses subordonnés, prodigue de son héroïsme, et ménager du sang de ses soldats.

Quand on loue de tels hommes, mieux vaut céder la parole aux textes et aux faits. On trouva, dans le rapport du général Duchesne sur l'expédition de Madagascar, des renseignements précis et techniques sur la belle conduite et sur les qualités militaires de Lentonnet. Je me contente de transcrire ce court extrait de l'ordre général n^o 48, daté de Suberbièvre le 3 juillet 1895 :

dre du corps expéditionnaire, pour leur belle conduite dans les combats des 29 et 30 juin au sud de Tsarotra :
Infanterie de marine. — M. le capitaine Aubé, etc.
Régiment d'Algérie. — M. le commandant Lentonnet, pour l'intelligente énergie avec laquelle il a défendu le poste confié à son commandement...

Quelques temps après le combat de Tsarotra, Lentonnet eut une grande joie. Le 19 juillet, au soir, vers cinq heures, les corvées rentrées, il était occupé à sa correspondance, lorsqu'un cavalier du 1^{er} chasseurs d'Afrique s'arrêta devant sa tente, fit le salut militaire et dit :

— Mon commandant, voici une lettre pour vous.

Lentonnet rompit l'enveloppe. O Dieu ! quelle surprise ! Et quelle naïve allégresse, dans le cœur de ce brave !

19 juillet. — ...J'ouvre et je ne peux pas en croire mes yeux. Je lis : je suis nommé lieutenant-colonel. Lieutenant-colonel ! Que de chemin parcouru depuis ma promotion au grade de capitaine en 1859 !

Ce que c'est que l'homme ! Il y a deux jours, j'étais chagrin, je broyais du noir. Aujourd'hui je suis... Quel bonheur pour les miens, pour ma famille ! comme ils vont être fiers de moi ! J'en tremble quand j'y pense... d'émotion, bien entendu !

Tous mes officiers viennent me féliciter et me témoignent le plaisir sincère que leur cause ma nomination. Il faut bon de se voir aimé. Je ne regrette qu'une chose, c'est que tous ceux qui ont mérité de l'être ne soient pas récompensés en même temps que moi. Espérons que ces récompenses ne se feront pas attendre longtemps.

20 juillet. — Encore une journée de félicitations. Je ne le cache pas, je savoure mon bonheur. Je ne pensais guère, en 1870, lorsque je fus promu sous-lieutenant, âgé de vingt-neuf ans, parvenir jamais au grade de colonel. Je ne dois cependant mon avancement ni aux protections, ni aux courbettes.

Ces notes sont extraites d'un carnet où Lentonnet avait coutume de consigner chaque soir ses impressions. Ce *Carnet de campagne* a été publié par M. Henri Galli. J'engage toutes les personnes que dégoûte le faisaillage habituel des dilettantes et des pornographes à lire ces confidences, si touchantes, ces pages, si salubres, d'un héros. Les notes du lieutenant-colonel Lentonnet seront, plus tard, un document historique de premier ordre. Elles nous offrent, dès maintenant, une occasion de réconfort, en nous montrant, étape par étape, sur cette longue route funèbre, sous ce climat meurtrier, le spectacle d'une endurance invincible, d'une abnégation allègre, d'une vertu vraiment française, d'un renoncement d'autant plus sublime qu'il ne sent même pas sa sublimité.

2 mai 1895. — Réveil à trois heures et demie, départ à quatre heures et demie. Il fait encore nuit noire lorsque nous marchons sur Marovoay, avec quelle impatience ! Enfin, nous allons donc combattre et rencontrer l'ennemi. Les étapes sont terriblement longues dans ces marécages. La canonade réveillera ceux qui commencent à perdre le feu sacré.

13 mai. — Les prisonniers hovas sont toujours nos hôtes. Les pauvres diables font pitié. L'un d'eux est mort de pourriture. C'est le troisième qui succombe aussi hideusement.

Aujourd'hui, cinq boues ont été distribués au bataillon. Deux sont remis par mon ordre aux prisonniers, qui s'empressent de les décapiter. Pour compléter le repas, je donne un demi-pain à chaque Hova et des galettes de pain de guerre. Ces pauvres bougres me témoignent, à leur façon, de la reconnaissance.

23 mai. — La 8^e compagnie se tient à la queue du convoi... Son effectif est réduit de quatre-vingt-dix hommes depuis l'entrée en campagne. Six hommes traînent la jambe. Le capitaine lui-même est malade. Je dois me mettre en colère pour réveiller l'énergie des hommes et les pousser à nous suivre. Je leur dis : « Vous êtes des soldats, vous devez marcher ! »

4 juin. — ... Les fièvres s'aggravent. Aujourd'hui est mort le soldat Mohamed ben Abekri, à la suite d'un accès pernicieux. Pauvre grand diable ! Il a bien souffert pendant deux jours. De ma tente entrouverte, j'apercevais ce malheureux se contorsionner à l'ambulance toute proche.

On l'a enterré aujourd'hui même. Le lieutenant-colonel Pognard et moi, nous avons conduit le deuil. M. Pognard voulait parler, mais l'émotion l'en a empêché ; j'ai donc prononcé quelques paroles : « Mohamed ben Abekri, les tirailleurs ici présents te saluent. Tu es mort pour la France ; c'était ton devoir ; nous sommes tous prêts à en faire autant. Mohamed ben Abekri, nous te disons adieu. »

21 septembre. — Mort du caporal Véron, un excellent soldat. Le pauvre enfant s'est éteint sans aucune plainte.

Et ceci, que je ne veux pas affaiblir par un commentaire superflus :

9 juin. — Les Hovas occupaient une belle position, ils auraient pu la défendre facilement. Si ces adversaires, qui ne connaissent d'autres manœuvres que celle du demi-tour au pas gymnastique, continuaient à lâcher pied, la campagne de Madagascar, bien que très pénible, ne sera pas brillante. Espérons que Tananarive résistera plus fermement.

Et avec cela, si bon, si tendre, si simplement fidèle :

29 mai. — Nous faisons séjour au camp de Marokati, où arrive un convoi de vivres, lequel convoi apporte aussi le courrier. Je reçois de nombreuses lettres de ma famille et d'amis, et c'est une vraie joie, toutes ces lettres si affectueuses ! J'ai des journaux pour huit jours et du bonheur pour quinze.

M. Jules Lemaitre, citant récemment quelques-unes de ces pages, vite crayonnées entre deux étapes, ne pouvait s'empêcher de crier : « Oh ! le brave homme ! le brave homme ! »

Ce brave homme succomba, sans se plaindre, aux rigueurs de cette rude campagne. Il mourut d'épuisement et

d'« anémie paludéenne », comme le colonel Gillon, comme le lieutenant-colonel Barre, comme le colonel de Lorme... Il a rejoint dans la mort les humbles soldats qu'il a vus, si souvent, tomber autour de lui, sur la route assassine, au calvaire de Madagascar.

Le lieutenant-colonel Lentonnet laisse une veuve dont la situation est plus que modeste. Les démarches tentées par les amis de Mme Lentonnet pour lui faire avoir la pension que l'on doit aux femmes des officiers morts pour la patrie sont restées sans résultat. L'administration objecte que le lieutenant-colonel n'a pas été « tué à l'ennemi » !

Alors, on a songé à autre chose.

Il y a, au ministère des finances, une « Commission centrale, chargée d'établir les listes des candidatures des débits de tabac... » Cette Commission se compose de MM. Faye, Hugot, Laroze, sénateurs ; Farjon, député ; Roussel, Florens, conseillers d'Etat ; Boutin, Delatour et Fernand Faure, directeurs au ministère des finances ; Marcel Trélat, secrétaire général du Conseil d'Etat ; Ginisty, chef de bureau ; Tirman, Delesseux, Imbart de la Tour, Chohard, Henri Martin, auditeurs au Conseil d'Etat.

Allons, messieurs, vous êtes tous des hommes de cœur. Ne croyez-vous pas que les services du lieutenant-colonel Lentonnet valent bien un de ces bureaux de tabac, que l'on cède parfois, si aisément, aux sollicitations des politiciens ?

Gaston Deschamps.

AU JOUR LE JOUR

Les distractions de Léon XIII

On sait que depuis quelques semaines une revue est publiée à Rome en latin. C'est la « Voix de la Ville éternelle », *Vox Urbis*. Cette revue bimensuelle compte parmi ses collaborateurs les latinistes les plus distingués de la capitale, sinon de toute l'Italie, des prélats, des abbés, des cardinaux même, puisqu'on y trouve, encadré en bonne place, un article du cardinal-vicaire, S. Em. Lucido Maria Parronchi.

Son titre est à lui seul un programme. C'est la Voix de la Ville éternelle.

Veuve d'un peuple-roi et reine encore du monde, que l'on veut faire entendre au monde dans toute la richesse de son antique éclat.

Urbis et Orbis, dit le vieil adage. La Voix de l'Urbis ne pouvait donc retentir sur les bords du Tibre sans avoir un écho dans les autres pays. On a d'ailleurs lu, dès le premier numéro, des articles assez amusants : une pièce de vers latins signée Maurus Ricci, sur la bicyclette. Savez-vous comment l'auteur appelle le vélo, en latin classique ? Tout simplement : *Birotia velocissima* (la double roue très rapide). Un autre article était consacré à don Lorenzo Perosi, le jeune abbé, rénovateur de la musique sacrée, qui est, à Rome, en ce moment, le lion du jour.

Mais il est une particularité que l'on ignore, et dont des renseignements très sûrs me mettent à même de donner la primeur au *Figaro*. Chacun des trois numéros parus porte, à la fin, comme les journaux les plus modernes, des jeux d'esprit, ou charades, sous la rubrique *Enigmata*. La tournure éminemment classique des vers latins dans lesquels sont exprimés et développés *mon premier*, *mon second*, *mon tout* a bien fait dresser les oreilles aux fins connaisseurs ; mais qui se serait douté que l'auteur n'en était autre que Léon XIII lui-même ?

Telle est pourtant la vérité.
— Comment ! s'écriera-t-on, un Pape, et un Pape comme Léon XIII, qui s'amuse à faire des charades ! Que celles-ci soient de vraies petites perles de versification latine, convenons-en ; mais que l'auteur en soit celui qui a si magistralement écrit l'ode *Vivat Christus qui diligit Francos* dans le rythme du *Carmen saculare* d'Horace, d'autres odes sur le *Rosaire*, sur la *Sainte Famille*, etc., rien de plus hasardeux, pour ne point dire : inconvenant.

Tout homme d'esprit ferait aisément justice de telles objections. Il n'est pas dit, d'ailleurs, que Léon XIII n'ait sorti de son portefeuille, *ad usum* de la *Vox Urbis*, quelque juvénile production de sa plume si féconde. Il est évident que ce ne sont là que des passe-temps, des exercices littéraires d'assouplissement. Victor Hugo ne s'amuserait-il point, à temps perdu, à orner parfois ses manuscrits de dessins fantaisistes ?

Livrons plutôt, sans autre forme de procès, les pièces elles-mêmes à l'appréciation des connaisseurs. Voici l'*Enigma* du premier fascicule :

Pars prior interdum velis ornatur et auro ;
Alter pars, prisco tempore, nummus erat.
Una juncta simul verbo pars utraque gentem
Rapto vivemtem belligeramque notat.

Ce qui, en prose française, revient à peu près littéralement à ceci :

Mon premier, quelquefois, s'orne de voiles et d'or ;
Mon second, au vieux temps, fut pièce de monnaie.
Réunies dans mon tout, ces deux parties désignent
Une race guerrière et vivant de rapine.

Charade du deuxième numéro :

Creditur a celo noster descendere vertex,
Pars noster medium per mare capiat iter.
Sed capiti conjunge pater ; surgamus ad horto,
Dantes quod foliis, flos et odor juvat.
Nec verum arboribus similes, nec dicimus herbas,
Nec squama, aut pinnis, res tribuenda mari.

Traduction en prose, un peu plus libre :

Ma tête, à ce qu'on croit, du ciel est descendue,
Mon pied à travers l'eau sait trouver son chemin.
Joins le pied à la tête : je pousse en un jardin,
Pour te donner l'attrait des fleurs et des parfums.
Je ne suis toutefois arbre, plante ni herbe,
Et n'ai point de nageoires pour plonger dans les flots.

Première des deux *Enigmata* du troisième et dernier fascicule :

Et dolet et gaudet pars prima, sed altera servat
Quo vescare ; refert utraque juncta decus.

(Doulure et joie, tel est mon premier ; mais

mon second te réserve de quoi manger. Le tout me vaudra quelque honneur.)

Au bout de deux mois, publication officielle du mot de l'*Enigma*, ainsi que des noms de ceux qui auront envoyé à *Vox Urbis* la solution juste, et qui recevront, à titre de récompense, un petit volume de... poésies latines.

S'il se trouve parmi les vainqueurs quelque lecteur du *Figaro*, je ne manquerai pas de vous en donner aussitôt la nouvelle.

Félix II.

Échos

La Température

La journée d'hier a été très belle, hors saison, tant était clair le ciel et le soleil brillant. Malheureusement, il est peu probable que ce beau temps continue, car le baromètre baisse depuis hier. Des pluies sont tombées dans le nord-ouest de l'Europe ; en France, il a plu à Dunkerque, Boulogne et au Havre. La température s'est peu modifiée ; le thermomètre, à 60 au-dessus le matin, se tenait à 22 dans l'après-midi ; 15° à Alger.

En France, un temps doux est probable, avec ciel nuageux ; dans la soirée, le thermomètre était à 9°, et le baromètre, à 770mm le matin, restait à 765mm vers minuit.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 10° ; à midi, 12°. Temps couvert.

UNE DÉMISSION TAPAGEUSE

Avec cette satanée « affaire », on n'a même pas son dimanche tranquille. Voilà que M. Quesnay de Beaurepaire donne au garde des sceaux sa démission de président de chambre à la Cour de cassation. Cette démission n'est pas motivée, bien entendu, mais comme elle survient après l'affaire Bard dans laquelle M. Quesnay de Beaurepaire semble avoir inspiré les feuilles hostiles à sa propre compagnie, elle se rattache naturellement à l'ombilic même de la politique française qui est « l'affaire », comme chacun sait.

Les philosophes qui ont réussi à conserver leur sang-froid au milieu des épiques peuvent apprécier leur plus fin sourire. Ils vont assister à la réconciliation de MM. les boulangistes qu'on retrouve tous ensemble dans le même camp avec leur bureau judiciaire. Car l'espérance bien que demain on va entonner de ce côté-là l'hymne de l'intégrité, de la vigueur, de la conscience et du patriotisme en l'honneur de l'ancien procureur général qui fit condamner le pauvre Boulanger à la Haute Cour. Ce magistrat éminent va voir sa tempe ornée du Chêne civique par ceux-là mêmes qui naguère lui reprochaient d'avoir conspiré la prescription en faveur des panamistes.

Le Laubardemont d'hier, le complice de Joseph Reinach, sera promu demain au grade de d'Aguesseau.

C'est très amusant et très consolant aussi, parce que cela montre que, s'il ne faut pas compter sur les enthousiasmes, il ne faut pas non plus trop s'ennuyer dans les gémonies, puisqu'on en sort toujours par des portes inattendues.

Réellement, la Cour de cassation n'était point faite pour M. Quesnay de Beaurepaire. Il possède encore trop de vigueur physique, d'entrain moral, de ressort et d'ambition pour laisser moisir tous ces dons sous la froide hermine. Il est fait pour la politique. Il en est digne. Il y est préparé. Elle l'attend. Il l'ornera. Elle le perdra. Quand il essaya de se présenter aux électeurs de l'Orne, il avait déjà l'instinct de sa destinée véritable. Il va y revenir, j'espère. Et sérieusement je lui souhaite des électeurs, un mandat, un siège, tout ce qu'il faut pour être député, et député nationaliste. Cela nous en fera au moins un qui connaîtra à peu près son Code.

Mais, auparavant, M. Quesnay de Beaurepaire se doit à lui-même, doit aux braves gens dont il désire le suffrage et l'estime, de nous dire pourquoi il s'en va, quel mystère il a découvert, quelle machination il a éventuée.

Les citoyens français qui sont décidés à s'incliner devant l'arrêt futur de la Cour de cassation, et qui ne savent encore ce qu'ils doivent penser de Dreyfus, ont le droit d'être chatouillés sur la réputation de la Chambre criminelle, en proportion même du crédit qu'ils lui font.

Leur amour pour la lumière n'est pas de la fièvre intermittente, c'est une passion continue. Ils veulent savoir ce que M. Quesnay de Beaurepaire reproche à ses collègues, ils veulent savoir ce qu'il a commis une infamie à la Cour de cassation, et s'ils veulent percer l'abcès Dreyfus, ce n'est pas pour y laisser se greffer d'autres abcès.

Dans cet incident confus, ignoré, il y a un coupable. Ce coupable est le ministre qui a déclaré l'affaire Bard une mystification, ou M. Quesnay de Beaurepaire qui la juge assez grave pour y accrocher sa démission. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

A propos des palmes académiques dont, ainsi que nous le disions hier, on achève en ce moment de classer les titulaires, veut-on avoir une idée de l'empressement et de la cohue des candidats au petit bout de ruban violet ?

Dans les premiers jours de décembre dernier, un attaché du ministère de l'Instruction publique commit l'imprudence de faire annoncer que les demandes ne seraient plus reçues au-delà d'un délai de vingt-quatre heures suivant cette annonce.

Le lendemain matin, le courrier déposait au cabinet de M. Leygues douze cents demandes nouvelles !

Le jeune attaché jura, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus.

M. Georges Leygues, ministre de l'Instruction publique, a accepté la présidence de la conférence que M. Anatole Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut, fera au Musée social, 5, rue Las-Cases, demain mardi, à huit heures et demie du soir.

Hier, à l'occasion du troisième anniversaire de la mort de Paul Verlaine, des amis du poète s'étaient donné rendez-vous au cimetière des Batignolles pour aller en groupe déposer des fleurs sur la tombe du pauvre Lélian.

M. A. Rodin ayant été empêché, c'est M. Edmond Lepelletier qui a pris la tête du cortège, où l'on remarquait M. Georges Verlaine, Mme Madeleine Lemaire, MM. F.-A. Cazals, A. de Niederhauser, Henry J.-M. Loevy, Reynaldo Hahn, Gabriel Faure, etc.

Sur la tombe de l'auteur de *Sagesse*, M. Edmond Lepelletier a prononcé quelques mots pour remercier l'assistance et a formulé l'espoir de voir bientôt la Ville de Paris accorder l'emplacement sur lequel sera érigé le buste de Paul Verlaine, dû au ciseau du sculpteur A. de Niederhauser.

Le bal de l'Opéra n'avait abouti jusqu'ici qu'à de joyeuses parties dans les restaurants du voisinage. Samedi soir, il y a eu exception à la règle. Dans un café voisin et fréquenté par les soupeurs, une belle et célèbre danseuse fit son entrée au milieu des acclamations d'une foule élégante.

On lui demanda de continuer la fête en dansant un de ces pas espagnols qui l'ont rendue célèbre.

Après avoir parcouru du regard les petites tables des soupeurs, elle répondit tranquillement qu'elle danserait bien volontiers, mais quand il n'y aurait plus de juifs !

Qui aurait cru que l'antisémitisme hantât une si jolie tête ?

Le propos, répété à haute voix par un de ses jeunes gens qui l'entouraient, a soulevé aussitôt une bagarre. On s'est pris au collet. Il y a eu échange de cartes.

Autrefois, on ne songeait qu'à la carte du restaurant.

Le fauteuil que laisse vacant à l'Académie française la mort de M. Edouard Hervé, le vingt-sixième fauteuil, est un de ceux qui comptent depuis la fondation de l'Académie le moins de titulaires.

Depuis 1834, en effet, c'est-à-dire dans l'espace de plus de deux siècles et demi, onze académiciens seulement l'ont occupé : Boissier, Ségur, Campistron, Destouches, Boissy, Sainte-Palaye, Chamfort, Marie-Joseph Chénier, Chateaubriand, le duc de Noailles et M. Edouard Hervé.

Il semble que Chamfort, qui ne dédaignait pas de décocher des épigrammes dans les gazettes, Marie-Joseph Chénier, et surtout Chateaubriand et son dernier titulaire, M. Hervé, en aient fait le fauteuil par excellence réservé à la presse.

En signalant hier l'ouverture du cours de M. Gabriel Séailles à la Sorbonne, nous avons dit que l'éminent professeur succédait à M. Pierre Janet. Il y a là une erreur de prénom : c'est à M. Paul Janet que succède M. Séailles, et non à M. Pierre Janet qui, au contraire, vient d'être nommé, à la Faculté des lettres, titulaire d'une chaire nouvelle de psychologie expérimentale.

M. Séailles a consacré sa leçon de samedi à l'éloge de son prédécesseur, qu'il a su rendre original par son talent et sa sincérité. Il a fait applaudir notamment de belles paroles de M. Janet sur la Justice et la Vérité, et lorsque, dans sa péroraison, prenant la défense de la philosophie contre ceux qui l'attaquent, il a prononcé cette phrase : « La patrie n'est pas une proie à partager, c'est un devoir à remplir », les étudiants lui ont fait une véritable ovation.

La mode est aux musées.

Après Jeanne d'Arc à Domremy, Bonaparte à Auxonne, Napoléon à Ajaccio ; après les objets récoltés de côté et d'autre pour constituer des musées de Cornéille et de Racine, voici le musée J.-J. Rousseau, inauguré hier dimanche par la municipalité de Montmorency, en présence du maire, M. Jules Guérin, ingénieur, de nos confrères Philippe Gille, Grand-Carteret, Adolphe Badin, Buffenoir, et de l'architecte Ponsin.

Musée ! le titre est peut-être encore un peu prétentieux, mais c'est le commencement d'une collection d'objets qui, quelque jour, certainement, deviendra intéressante. Signalons, dès à présent, le moulage du masque de Jean-Jacques par Houdon, pièce très rare dont il n'existe sur laquelle le grand prosateur écrivit la *Nouvelle Héloïse* ; la commode et le lit de sa chambre à l'Ermitage, et la fameuse chemise à la prussienne que lui envoya le maréchal de Luxembourg alors que, dans le célèbre donjon ouvert à tous les vents, il n'avait, pour se chauffer, que la flamme de son cœur toujours... amoureux.

L'exemple de M. Saint-Saëns, qui disparaît tout à coup du boulevard et dont on apprend un beau matin la présence au bout du monde, serait-il contagieux ?

Le sculpteur Denys Puech, parti il y a quelques semaines pour se reposer sur la Côte d'Azur, a poussé... un peu plus loin.

C'est de Luxor, en effet, qu'il nous adresse le billet suivant :

Mon cher ami,

Du fond de l'Égypte je vous envoie mes compliments de nouvelle année. Mon voyage se fait avec un bon soleil, de la santé et une curiosité de plus en plus grande pour les grandes architectures des Pharaons.

Après l'Égypte, vers la fin de ce mois, j'irai

à Jérusalem, et je rentrerai à Paris dans les premiers jours de la seconde quinzaine de février.

Ce n'est pas un art très varié, mais le volume est si considérable qu'on reste toujours étonné.

Bien cordialement à vous.

Denys Puech.

— Oui.
— Il vous a reçu ?
— Non.
— Je vais voir si je serai plus heureux...

— Très bien ! je vous attends en bas...
Et l'on monte. La consigne est, en effet, des plus sévères. Le domestique à l'ordre de ne même pas passer les cartes. Comme on insiste, cependant, il se risque dans le cabinet de M. de Beaurepaire dont on entend, de l'antichambre, la voix nette, tranchante, visiblement irritée :
— Personne, absolument personne !... Je vous dis que je n'y suis pour personne. Je suis occupé : j'ai du monde à dîner, je ne reçois pas !...

A un moment, même, M. Quesnay de Beaurepaire traverse son salon. On l'aperçoit, sanglé dans sa redingote, les mains dans les poches, passant rapidement. C'est bien toujours la même figure rieuse, aux pommettes colorées, à l'œil très vif. Il aperçoit du monde dans l'antichambre, et répète, à voix plus haute, mais avec un geste de regret courtis :
— Inutile !... Je ne recevrai pas !... Je n'ai rien à dire, absolument rien à dire ! Et il disparaît. Il est clair que M. Quesnay de Beaurepaire, s'il a quelque chose à dire, ce qui est probable, ne veut le dire qu'à son heure, et dans les conditions qui lui conviendront. Peut-être aussi se méfie-t-il des journalistes, dont il n'a jamais eu à se louer beaucoup dans sa carrière. Les journalistes, au surplus, ont le temps d'attendre. Quand M. Quesnay de Beaurepaire voudra parler, c'est à la presse qu'il faudra bien qu'il s'adresse.

Première version

Déjà, du reste, nous avons eu l'écho de quelques indiscretions. Un des amis les meilleurs de M. Quesnay de Beaurepaire — à défaut du principal intéressé, on trouve toujours de ses amis, plus loquaces — a bien voulu répondre aux questions que nous lui adressions sur l'origine et la cause de cette démission :
— Vous n'attendez pas de moi, je pense, nous a dit notre interlocuteur, que je me substitue à M. Quesnay de Beaurepaire, dont je n'ai reçu, à cet égard, aucun mandat. Cependant, il n'est pas téméraire de penser que la démission du président de la Chambre civile est une protestation contre la solution qui a été donnée à l'incident Bard-Piquart. C'était même la seule protestation qui fût digne de M. Quesnay de Beaurepaire et de son passé. Ce n'est, en effet, qu'en recouvrant son indépendance, que l'honorable magistrat pourra parler, s'il le juge à propos. Tant qu'il a été dans la magistrature, il n'a jamais reconnu que l'autorité de ses chefs, et dans les incidents mêmes qui le touchaient de plus près.

— Rappelez-vous le vote par la Chambre des discours de M. Viviani qui était un blâme formel à l'adresse de M. Quesnay de Beaurepaire. Tous les journalistes se précipitent alors chez lui pour l'interroger. Il leur répondit : « Je suis un magistrat, scrupuleux observateur de la discipline hiérarchique. Je dois me taire et attendre que mon chef, le garde des sceaux, parle pour moi ».

— C'est la même attitude qu'il a observée dans cette dernière affaire qu'on a appelée l'incident Bard-Piquart de Beaurepaire. Il a attendu sans mot dire, sans se mêler aucunement aux polémiques, que son chef, le garde des sceaux, se fût prononcé. Et maintenant que la décision prise semble lui faire une situation inacceptable, il démissionne, afin de recouvrer toute sa liberté, et pouvoir, en toute indépendance, remettre les choses au point.

— Mais, demandons-nous, quand le fera-t-il ? La décision prise par le garde des sceaux a été officiellement communiquée à la presse. Il serait intéressant que la réponse que M. Quesnay de Beaurepaire peut avoir à y faire le fût aussi avant que les polémiques n'embrouillent encore l'incident.

Notre interlocuteur nous répond :
— M. Quesnay de Beaurepaire ne se préoccupe pas des polémiques et encore moins des attaques. Rappelez-vous le cas qu'il en faisait au moment de la période boulangiste. Il parlait à son heure...
— Mais encore ?
— Eh bien ! — je ne vous donne là qu'une impression personnelle — mais il voudra sans doute, par un sentiment de déférence très naturel, attendre que le garde des sceaux ait donné les explications qui ne manquent pas d'être demandées à la tribune. Après quoi, il fournira les siennes, évidemment.

Et l'amie ajouta :
— Encore une fois, je ne vous donne là que mon impression. Mais je serais bien surpris que ce ne fût pas à l'état d'esprit de M. Quesnay de Beaurepaire...

Autre version

Nous avions entendu une cloche. Mais qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son. Il était nécessaire de nous documenter d'un autre côté, et nous avons pu le faire auprès d'un personnage officiel que ses fonctions mettent à même de savoir ce qu'on pense dans les milieux gouvernementaux.

— Le gouvernement, nous a-t-il dit, a été stupéfait, et il lui est impossible de rattacher exclusivement cette démission à l'incident qui s'est produit avec M. Bard. Le garde des sceaux a été, en effet, dans toute cette affaire, d'une correction et d'une impartialité absolues. Il a immédiatement ordonné une enquête où M. Quesnay de Beaurepaire, tout comme M. Bard, a pu produire ses explications. Le premier président de la Cour de cassation, M. Mazeau, dont l'impartialité est aussi hors de doute, a donné également son avis, et c'est le résultat d'une enquête ainsi menée que M. Lebret a fait connaître en toute loyauté.

— Il est donc impossible que ce soit là le vrai motif de la démission de M. Quesnay de Beaurepaire, à moins qu'il n'ait compris combien sa situation était devenue fautive après cet incident, qu'il avait inconsidérément soulevé, et où les lorts, en somme, avaient été de son côté. Il y a donc autre chose. Quoi ? C'est assez délicat à dire, mais enfin, M. de Beaurepaire, qui est un esprit très brillant et qui a incontestablement rendu des services au parti républicain, paraissait croire qu'il en avait été fort mal récompensé, et il est très certain qu'il en était peiné. Il avait cru, après le boulangisme, arriver aux plus hautes destinées, et vous n'avez peut-être pas oublié qu'il voulait faire de la

politique et se présenter aux élections, où sa candidature ne put pas aboutir, et où il dut la retirer avant même qu'elle ait été officiellement posée.
— Il fut un peu déçu par cet échec, et plus encore par la façon par trop brusquée dont M. Bourgeois, alors ministre de la justice, le remplaça, plus tard, dans le poste de procureur général à Paris. L'affichage par la Chambre du discours de M. Viviani, spécialement dirigé contre lui, ne fut pas non plus pour lui agréable. M. Quesnay de Beaurepaire demanda lui-même à passer devant la Cour de cassation, faisant fonction de Conseil supérieur de la magistrature, et tout en étant absous par ses pairs, il le fut dans des termes qu'il ne trouva peut-être pas assez chauds.

— De là une certaine acrimonie qui s'est manifestée en plus d'une circonstance et que l'esprit très caustique et très mordant de M. Quesnay de Beaurepaire traduisait en réactions qui n'étaient pas précisément bienveillantes pour ses collègues — ceux de la Chambre criminelle, notamment, où se trouvaient quelques-uns de ceux qui, dans le Conseil supérieur de la magistrature, n'avaient pas été des plus sympathiques au président de la Chambre civile.
— Et puis, et puis... M. Quesnay de Beaurepaire, passe pour ambitieux et ses brillantes facultés lui permettent légitimement de l'être. A-t-il vu, dans le trouble de cette affaire Dreyfus, dans le nouveau classement des partis qu'elle provoque, l'occasion pour lui de se remettre en évidence et de conquérir la situation qu'il avait rêvée et manquée au temps du boulangisme ?

— Toutes les suppositions sont permises, en présence de cette démission que rien ne justifie autrement, car, je vous le répète, l'enquête sur l'incident Bard a été menée de telle façon que le garde des sceaux ne craint, à cet égard, aucun débat.

Telle est la seconde cloche que nous avons entendue, et il est probable que, dès ce matin, ce sera, dans un sens ou dans l'autre, un véritable carillon. Nous avons recueilli, quant à nous, les deux versions, et nous attendons pour nous faire une opinion bien nette les explications qui ne manqueront pas d'être échangées à la tribune de la Chambre, et celles aussi qu'y ajoutera certainement M. Quesnay de Beaurepaire.

Un instantané

En attendant, un rapide instantané du président démissionnaire de la Chambre civile s'impose :

M. Jules Quesnay de Beaurepaire est né à Saumur le 2 juillet 1834. Il a donc soixante-quatre ans. Il entra dans la magistrature le 10 mai 1862, comme substitut à La Flèche. Fut nommé substitut au Mans le 14 juillet 1865 ; procureur à Mamez le 15 avril 1868. Engagé volontaire durant la campagne de 1870. Après la dissolution de la Chambre qui suivit le 10 mai, il se porta candidat républicain aux élections du 14 octobre 1877, dans la 1^{re} circonscription de Mamez, et échoua contre le duc de La Rochefoucauld. Rentré dans la magistrature en 1879 comme substitut à Paris ; procureur général à Rennes en 1881 ; avocat général à Paris en 1883 ; procureur général en 1889. C'est en cette qualité qu'il se rendit devant la Haute Cour de justice contre MM. le général Boulanger, Henri Rochefort et le comte Dillon. Au moment des affaires du Panama, fut nommé président de chambre à la Cour de cassation, ce qui, étant donnée sa situation de procureur général à Paris, ne fut pas considéré comme un avancement. Il occupa ces fonctions depuis le 9 décembre 1892.

M. Quesnay de Beaurepaire est commandeur de la Légion d'honneur et officier de l'Instruction publique, et il a dû être très sensible à cette dernière distinction, car il l'a eue comme homme de lettres. Il s'est fait connaître, en effet, dans la littérature, sous le pseudonyme de Jules de Glouvet. Avant la guerre il avait donné quelques nouvelles dans la *Vie parisienne*. Depuis, il a publié un certain nombre de romans parmi lesquels le *Forestier*, le *Marinier*, la *Famille*, l'*Idéal*, *Marie Fougère*, ce dernier roman sous le pseudonyme de Lucie Herpin qui lui valut, au moment du boulangisme, les plus virulentes attaques. Comme magistrat, en dehors de son réquisitoire devant la Haute Cour, a occupé le siège du ministère public dans la célèbre affaire Gouffé qui ne dura pas moins de cinq jours, et il soutint aussi les poursuites contre Ravachol, l'auteur des explosions anarchistes.

L'arrêt de 1893

Rappelons, pour être complet, dans quelle circonstance M. Quesnay de Beaurepaire eut à passer, sur sa propre demande, devant la Cour de cassation constituée en Conseil supérieur de la magistrature.

La Chambre des députés, dans sa séance du 30 mars 1893, avait voté l'affichage d'un virulent discours de M. Viviani, véritable réquisitoire contre M. Quesnay de Beaurepaire, et qui se terminait par l'ordre du jour suivant :

« La Chambre regrette que, dès le début de l'affaire de Panama, les défaillances de certains magistrats aient amené l'impunité des coupables... »

M. Quesnay de Beaurepaire, ainsi atteint par un vote parlementaire, sollicita le jugement de ses pairs, et le Conseil supérieur de la magistrature rendit la sentence suivante :

En la Chambre du Conseil de la Cour de cassation, toutes Chambres assemblées, constituée en Conseil supérieur de la magistrature, le vingt-sept avril mil huit cent quatre-vingt-trois.

Sur le réquisitoire formé par M. le procureur général près la Cour de cassation, d'ordre de M. le garde des sceaux,
Est intervenu l'arrêt suivant :
Le Conseil supérieur de la magistrature, ne peut, au point de vue disciplinaire, être saisi que de faits touchant à la délicatesse, à l'honneur ou à la considération du magistrat traduit devant lui ;
Qu'une erreur de droit sur une question d'ailleurs controversée ne saurait avoir ce caractère ;
Qu'il n'est de même des faits de pure administration pour lesquels un magistrat du ministère public relève directement de ses chefs hiérarchiques ;
Qu'on doit ranger dans cette catégorie ce qui concerne les poursuites se rattachant à l'affaire de Panama, particulièrement dans la période comprise entre le 5 novembre 1892 et le 9 décembre 1892, date à laquelle M. Quesnay de Beaurepaire a cessé d'exercer les

fonctions de procureur général près la Cour de Paris ;

Que, d'une part, il est établi qu'aucun mandat d'arrêt n'est resté en vigueur par le fait de M. Quesnay de Beaurepaire, par la raison qu'il n'en a été délivré aucun, le mandat donné le 5 novembre par le conseiller Prinet à M. Clément, commissaire de police aux délégations judiciaires, ne contenant pas d'ordre de perquisition ;

Que, d'autre part, les hésitations sur les mesures à prendre, en même temps qu'elles s'expliquent par l'importance et les difficultés exceptionnelles de l'affaire, ne peuvent être considérées, dans les conditions où se trouvait placé le procureur général près la Cour de Paris, comme engageant sa responsabilité personnelle ;

Qu'aucun indice, d'ailleurs, ne permet de croire que M. Quesnay de Beaurepaire ait voulu soustraire des coupables aux atteintes de la justice ;

Par ces motifs,
Déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre sur les faits qui lui sont soumis, tels qu'ils sont à présent établis par tous les documents de la cause ;
Autorise la publication de l'arrêt.

On trouva généralement, à la lecture de cet arrêt, que les collègues de M. Quesnay de Beaurepaire, en présence des violentes attaques dont il avait été l'objet, n'avaient pas mis beaucoup de chaleur à le couvrir et à le défendre dans cette circonstance, et certains voient là, comme nous le disions plus haut, un des motifs de l'attitude actuelle de l'honorable magistrat et de l'incident sensationnel qui vient de se produire et dont nous ne manquerons pas d'enregistrer les suites.

G. Daynay.

LA JOURNÉE

Lundi 9 janvier

Au Palais-Bourbon : Réunion de la Commission du budget, pour la discussion sur le rapport général de M. Pelletier (3 h. 1/2).

L'Avancement des officiers : La Commission supérieure de classement s'occupe aujourd'hui des promotions au grade de commandeur de la Légion d'honneur (officiers généraux).

L'Ami des monuments et des arts : Visite, sous la direction de MM. Ch. Normand et Villain, au contrat de la statue équestre de la rue de la Colombe, près de Notre-Dame, où la Commission du « Vieux-Paris » a mis à découvert une partie de l'enceinte romano-mérovigienne (3 h.).

Saint-Augustin : Messe anniversaire de la mort de Napoléon III (midi).
Conférences : M. E. Molinier inaugurera aujourd'hui, dans les salles mêmes du Musée du Louvre, ses conférences sur « l'Ivoire » (2 h. 1/2). — Inauguration des cours gratuits de l'Union des femmes de France, dans les 1^{re}, IV^e, X^e, XVI^e, XVII^e et XIX^e arrondissements (8 h. 1/4 du soir).

Concours d'aujourd'hui : Epreuves écrites des sous-officiers d'infanterie de marine, candidats à l'École de Saint-Maixent (9 et 10 janvier) ; concours de la section d'externat, pour le certificat d'aptitude à l'inspection de l'enseignement primaire, pour toute la France. Réunions : Dîner de la Société des gens de lettres (chez Marguery).
Anniversaire royal : Fête d'avènement du roi d'Italie (1878).

Le Monde et la Ville

SALONS

— Le ministre de Chine en France a donné, avant-hier, dans son appartement de l'avenue Hoche, un dîner diplomatique et officiel. Au nombre des convives de S. Exc. Tchings-Tchang :

Le nonce apostolique, les ministres du Japon et de Siam, M. Chancel, député, président du Conseil ; M. Constans, ambassadeur à Constantinople ; M. Nisard, ambassadeur près du Saint-Siège ; M. Dubail, ministre à Montevideo ; M. Jassaud, ministre à Constantinople ; M. Picard, ministre à Constantinople ; M. de la Roche, ministre de Montebello, M. Paul Leroy-Beaulieu, les hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères et les membres de la légation chinoise.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, qui avait dû s'absenter de Paris, s'était excusé.

— Charmante soirée, avant-hier, chez la comtesse de Trobriand. On a successivement applaudi : Mme Lyman Collins, dans le *Nit*, accompagnée par M. Touche, premier violon solo de l'Opéra et M. Félix Leroux, frère du compositeur ; M. Maugé, fille de la maîtresse de maison ; M. Maugé, Mlle Albright, une jeune Américaine, élève de Mme de La Grange, la grande cantatrice ; les frères Cottin, Mlle Cottin, M. Hollman, Mlle et M. Touche.

La musique terminée, on a joué *Souliers de Bal*, dont les interprètes, Mlle Vittot et Mme Mayer ont été acclamés. Parmi les invités :

Général Vittot, comte de Montferrier, Mme E. Fourton, comte Pilié, Mme de Sgravel, née princesse Sautov, Mme Beulé, comte de Chappellain, baron et baronne de La Taille des Essarts, comte de Coudray, M. de Clouet, baron Pleignière, docteur Rykter, M. et Mme de M. Roosevelt, M. et Mme P. de Basilevsky, comte de Rochegude, Mlle Darrow, Mme de Gast, M. Danis, M. et Mme de M. Weerth, M. et Mme Vecker, baronne de Testa, comte et comtesse Mac Carthy, M. Bicknell, M. et Mme de Hérois, Mme et Mlle Gros, baronne de Koennert, etc.

La comtesse de Trobriand sera chez elle tous les samedis, de deux à six heures du soir.

— La première matinée donnée, hier, par Mme G. Krauss, la grande cantatrice de l'Opéra, a été un vrai régal artistique.

MM. Diémer et Delsart, après avoir exécuté admirablement une sonate ont joué, le premier, un menuet dont il est l'auteur et l'élève de M. de M. Delsart ; l'autre, un nocturne de Chopin et un air hongrois. Après eux on a applaudi d'enthousiasme Mme Chasseigne, une des plus brillantes élèves de la maîtresse de la maison, dans la *Belle Meunière*, de Schubert. Clou du programme : Mme Krauss, qui a enlevé l'auditoire en chantant le *Noyer* et la *Marguerite au roulet*, de Schubert, et deux mélodies de Schumann. Dans l'assistance :

Princesse Ghika, comtesse de Byras, comtesse Soltaik, vicomtesse de Grandville, baronne de l'Espie, comte et comtesse de Fontenailles, Mme Madeleine Lemaire avec sa fille, général baron Rebillet, M. Hardy-Thé, Le Lubez, Ségu, de Saint-Hilaire, etc.

— A l'occasion de la fête des Rois :

Le docteur et Mlle Léon Dercq, née de Kazimir, ont donné, hier, à la Galerie des Champs-Élysées, une matinée, en partie très élégante. Au programme : la *Cigale* et la *Fourmi*, un acte de Mme Bellier-Klecher ; le *Défilé du régiment*, par l'auteur, M. Eug. de Grossi ; la *Pantoufle de Cendrillon*, quatre actes de Mme Bellier-Klecher ; Une soirée chez les Ducardon, scène comique, par l'auteur M. de Grossi ; L'acte de la mort de M. de Grossi ; Les jeunes artistes qui ont été merveilleux et ont bien mérité les vifs applaudissements des spectateurs. Grand succès pour M. de Grossi dans ses jolies imitations sur la cithare.

Au goûter, servi à quatre heures, on a tiré les Rois, et l'on s'est séparé à six heures, après des danses enfantines et une farandole pleine d'entrain.

— Dimanche prochain, matinée musicale chez Mme de M. Delsart, au Conservatoire, avec le concours de M. J. Delsart, Berthe, et des élèves de la maîtresse de maison.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— Un terrible accident vient de plonger dans la consternation la famille du général de La Bégassière, gouverneur de la place de Toul. Son fils, le sous-lieutenant de La Bégassière, qui était sorti de Saint-Cyr avec la dernière promotion et avait été nommé au 12^e régiment de dragons, à Pont-à-Mousson, revenait aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, d'une promenade à cheval aux environs de cette ville.

En arrivant près de la gare, le cheval de M. de La Bégassière, effrayé par les coups de sifflet d'une locomotive du train arrivant de Metz, s'emballa et, malgré les efforts de son cavalier, franchit la haie qui borde la voie et vint à s'abîmer sur les rails.

Dans sa chute, le malheureux officier se trouva pris sous l'animal et eut les reins brisés. On le releva aussitôt et transporté sur une civière à l'hôpital : on craint une issue fatale.

— La duchesse de Fernan Nunez, le marquis et la marquise de La Mina avec leur famille, la duchesse d'Albe avec ses enfants, et le duc de Huescar, après un long séjour à l'hôtel Bristol, ont quitté Paris avant-hier soir pour retourner à Madrid.

— M. Jacques P. Solari, de Londres, après un séjour de trois mois à Paris, est parti pour Smyrne où sont ses parents. Il reviendra prochainement à Paris, pour exécuter un projet très intéressant destiné à l'Exposition de 1900.

— L'empereur d'Allemagne vient de conférer l'ordre de la Couronne de Prusse, de première classe, au baron Alfred de Rothschild, consul général d'Autriche à Londres et directeur de la Banque d'Autriche.

Le baron Alfred est le frère de lord Rothschild, chef de la maison de Londres.

— Le prince Herbert de Bismarck a quitté le château de Friedrichsruhe pour se fixer à Berlin. Il a gardé auprès de lui le docteur Chrysander, qui fut le secrétaire de son père.

DEUIL

— M. Napoléon Lannes, duc de Montebello, entré cette année dans les premiers à l'École de Saint-Cyr, est mort hier à Saint-Cyr. Né à Pau le 9 avril 1877, il était le fils unique de feu le duc de Montebello, ancien officier de marine, et de la duchesse de Montebello, née Daquillon, mariée à M. de Juge-Montespieu ; le petit-fils du duc de Montebello, pair de France, ancien ministre, ancien ambassadeur ; l'arrière-petit-fils du maréchal Lannes, duc de Montebello, tué à Essling, et le neveu de M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, et du comte de Montebello, député de la Marne.

— Nous apprenons la mort : De M. Charles Berthelot, avocat à Mulhouse, décédé en cette ville à l'âge de 73 ans ; conseiller municipal pendant trente-cinq ans, il fit partie des citoyens dévoués qui, en 1870, réussirent à défendre les intérêts de Mulhouse ; — De M. Gustave Mercier, un aquafortiste français, élève de Daubigny, décédé à l'âge de 46 ans, à New-York où il s'était fixé en 1887. Ses portraits d'après nature et ses reproductions de tableaux modernes lui avaient fait une grande réputation ; — De M. Matignon, depuis vingt-huit ans secrétaire général de la préfecture de la Charente, décédé, hier, à l'âge de 55 ans ; — De M. Mirassou-Nougué, ancien avocat près la Cour d'appel de Pau, ancien notaire, décédé à Bedous, à l'âge de 57 ans ; — De M. Arthur du Chêne, ancien officier des mobiles de Maine-et-Loire, qui fut grièvement blessé au combat de Cercottes, en 1870 ; — De M. Callipet, avoué à Avranches, décédé à l'âge de 32 ans ; — De M. Gaston Part, sous-ingénieur de la marine, décédé à Cherbourg, à l'âge de 42 ans ; — De notre ami et correspondant M. Billaut, rédacteur en chef du *Patriote républicain*, de Chambéry, décédé dans cette ville ; — De Mme Catherine Vsevolozsky, née princesse Volkonski, décédée à Saint-Petersbourg ; — Du colonel russe Étienne Adamovich, des grenadiers-gardes, décédé à Saint-Petersbourg ; — De M. Henry H. Havel, un des hommes les plus en vue du monde de New-York, décédé subitement à Folkestone où il s'était fixé depuis quelque temps.

Ferrari.

LA FÊTE DES ROIS

La « Jeunesse Royaliste » a donné, hier soir, une brillante réunion à l'occasion de la Fête des Rois, à la salle des Sociétés savantes, rue Serpente.

Dix-huit cents personnes se pressaient devant l'estrade où avaient pris place MM. Amédée Dufaure, Eugène Godéroy, Pierre Bertin, Lucien Rouillet et le comte de Sabran-Pontevès. Dans l'assistance, on a vu de très nombreuses femmes donnaient une note de grande élégance :

Comte et comtesse d'Egrynes, duchesse de Bellune, comte de Rouillé d'Orfeuil de Maubland, comtesse et Mlle de Monchy, de Villamand, M. et Mme du Vignaux, MM. P. et H. Dugout, M. de Chaurand, M. de Castillon, comte de Mézière, comte Christian de Monchy, M. et Mme Dugout, M. et Mme Mallev, comtesse et Mlle de Saint-Clair, comte de Sennal, baron et baronne de Lormais, colonel de Parval, M. et Mme Charles du Boys, comte et comtesse de Fallay, Mlle Pierre Bertin, baron Henri de France, A. de Fougère, M. et Mme René Chopin, M. de Flis, baronne de Vaux, baron Raoul de Vaux, comte Waskiewicz, baron Aliberti, vicomte J. de Rochefort, colonel comte de L'Eglise, etc.

La séance a commencé par un discours, très applaudi, de M. Eugène Godéroy, président de la « Jeunesse Royaliste » de Paris. Puis, M. Amédée Dufaure a donné la parole au comte de Sabran-Pontevès.

Celui-ci annonce que, cette fois, au lieu de parler sur réquisitoire il le lira, car, ayant l'intention de faire des personnalités, il veut que ce qui lira soit parfaitement réfléchi, pour en avoir davantage la responsabilité.

De main de maître, en traits assez humoristiques que violemment ironiques, il trace le portrait de MM. Charles Dupuy, Bourgeois, de Freycinet, Clemenceau, et du Président de la République, irresponsable de par la Constitution, mais non inconscient, peut-être.

Très applaudi, M. le comte de Sabran-Pontevès cède la parole à M. Lucien Rouillet, un tout jeune orateur éloquent et disert, dont le discours est constamment coupé d'acclamations unanimes. Il a parlé notamment sur la politique française en Egypte et sur l'abandon des intérêts français devant les menaces anglaises.

Les discours terminés, on a voté par acclamation l'adresse suivante, envoyée par dépêche à Monseigneur le duc d'Orléans :

La « Jeunesse Royaliste » de Paris réunie, suivant son usage traditionnel, à l'occasion de la Fête des Rois ;

Plus que jamais convaincue que la dangeruse crise traversée par la France a pour cause bien moins l'insuffisance des hommes et l'imperfection des lois que l'insécurité républicaine elle-même ;

Constatant l'impuissance de tous les partis à réunir dans un effort commun toutes les bonnes volontés, et se souvenant que cette œuvre nécessaire n'a jamais pu être accomplie que par le concours national ;
Adresse à Monseigneur et à Madame le nouveau hommage de son dévouement et de sa respectueuse fidélité ;

Et acclame une fois de plus le Fils de France, qui, seul, saura venger toutes les injures faites à la patrie.

La réunion a pris fin par un très beau concert dont les interprètes applaudis étaient : Mlle Le Chevallier de Boisval, Amaury Jacquemin, Joly de La Mare, Jane Breuil, Jeanne Romey, Stroobants, Jane Morey ; M. et Mme Théodore Botrel, MM. Dassy, Achille Kerion, Davin, etc.

Ferrari.

A l'Etranger

Lord Cromer en Egypte

On attribue généralement aux paroles qui ont été prononcées, il y a trois jours, par lord Cromer, dans une allocution adressée aux cheiks égyptiens, une portée qu'elles n'ont probablement pas. Suivant un résumé télégraphique dont il faudrait d'ailleurs contrôler la fidélité, le résident anglais en Egypte aurait prétendu que ce pays serait désormais gouverné par la reine d'Angleterre et par le Khédive, c'est-à-dire par deux souverains dont le moindre serait naturellement le protégé du plus puissant. Des logiciens trop zélés ont inféré de ces paroles que lord Cromer, franchissant le pas décisif, avait proclamé le protectorat de l'Angleterre sur l'Egypte.

C'est aller bien vite en besogne. Assurément, l'intention de l'Angleterre à l'égard de l'Egypte n'est pas douteuse. Elle va même, si l'on tient compte de la doctrine de M. Chamberlain, jusqu'à l'annexion. Mais il s'agit de savoir d'abord si la déclaration de protectorat est aussi aisée que des gens mal instruits l'imaginent généralement en France ; ensuite, si elle ne comporte pas des actes moins sombres qu'une simple assertion de lord Cromer.

Pour proclamer son protectorat sur l'Egypte, l'Angleterre doit montrer qu'elle n'a aucun souci de respecter non seulement ses propres engagements, mais encore les droits des tiers qui sont, dans l'espèce, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Russie et la France. Chacune de ces nations a à défendre des intérêts considérables à Alexandrie, au Caire et sur le trajet du canal de Suez. Permettrait-elles qu'on abolît, par le seul fait d'une simple résolution prise ou communiquée à Londres, des engagements sur lesquels se trouve basé le *status quo* diplomatique dans la Méditerranée ? Une seule protestation venant même de la puissance la plus faible embarrasserait et inquiéterait fort les Anglais. Leur protectorat resterait dans ce cas une entreprise aventureuse et précaire, et ils n'ont, ce me semble, aucun intérêt à changer contre une situation incertaine la situation privilégiée qu'ils occupent.

En second lieu, peut-on supposer que, quand lord Salisbury peut causer tous les jours avec M. Cambon, comme M. Delcassé avec M. Monson, le Foreign Office eût confié à lord Cromer la mission d'instruire la France et l'Europe d'une résolution aussi grave que celle qui nous occupe ? Pour notre part, nous ne le pensons pas.

Lord Cromer est certes un fonctionnaire très distingué ; il remplit sur les bords du Nil une mission très délicate dont il s'est, jusqu'à présent, tiré avec honneur ; mais ce n'est en somme qu'un fonctionnaire, et comme tel on peut le désavouer.

Il n'y a donc pas à tirer des paroles récentes de lord Cromer des conclusions plus pessimistes que celles qu'on tire naguère des paroles de M. E. Monson. Ce n'est pas du texte d'un discours de ministre ou de diplomate que peut sortir la guerre. Elle ne peut être que le résultat d'une rupture sur des points de fait.

Certes, ce discours, tout comme la publication du *Livre Bleu* relatif à Madagascar, prouve que le gouvernement actuel en Angleterre n'est pas animé d'intentions bienveillantes à l'égard de la France. Avions-nous besoin qu'on nous en avertît ?

L'Angleterre, dans ses rapports avec nous, peut user de procédés qui indiquent sa mauvaise humeur : c'est son affaire après tout. Pourvu qu'elle n'aille ni jusqu'à l'agression ni jusqu'à l'injure — et elle n'ira pas parce que son intérêt lui interdit de se lancer dans une aventure inutile — nous n'avons qu'à enregistrer les faits, afin de nous en souvenir l'occasion venue, et qu'à attendre.

Pour qu'une cause de guerre sorte d'une situation semblable, il faudrait toujours que certaines demandes fussent formulées. Elles ne le sont pas. Attendez. Ni lord Cromer ni M. Chamberlain ne représentent heureusement à eux seuls l'Angleterre.

Denis Guibert.

NOUVELLES

ITALIE

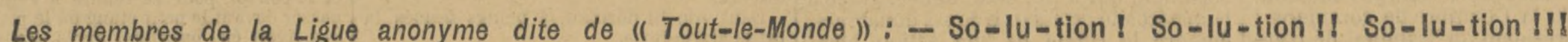
L'ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE VICTOR-EMMANUEL

Rome, 8 janvier. — Demain, jour anniversaire de la mort de Victor-Emmanuel, aura lieu le pèlerinage habituel au tombeau du « roi galant homme ». Le Syndic et la Junte se rendront du Capitole au Panthéon pour déposer des couronnes sur le monument. Le Roi, la Reine et le prince de Naples assisteront à une messe anniversaire et déposeront également une couronne sur le tombeau.

Les articles du *Figaro* sur le divorce n'ont pas été sans produire leur effet en Italie. C'est ainsi qu'un ministre a pu déclarer aujourd'hui même, en citant un exemple de France, que le gouvernement n'a nullement l'intention d'établir le divorce en Italie, et que si, comme le bruit en a couru, M. Villa ou tout autre député en fait la proposition à la Chambre, le ministère fera en sorte de renvoyer la question aux calendes grecques.

— FÉLIX.

PAR CARAN D'ACHE



M. le docteur Huchard, de l'Académie de médecine, me fait l'honneur de m'adresser la lettre suivante à propos de la « Ligue de la Patrie française ». Le *Figaro* est trop heureux de l'insérer, car elle prouve que, chez les plus illustres des adhérents de cette ligue, le culte de

Je ne sais si cela se fera de la politique, et je ne sais si elle sera la politique, mais elle sera la politique. Mais il ne faut pas oublier qu'elle s'appelle la « Ligue de la Patrie française ». Or, comme le sort de la Patrie est étroitement lié à la Constitution qui la régit, et que celle-ci a fait ses tristes preuves, on doit espérer qu'elle voudra contribuer à sa revision proposée par M. de Marcère, non pour détruire mais pour améliorer ce qui est. La est le salut.

Nous avons donc un drapeau, et nos intentions

Tout marchait donc à souhait, quand, à dix heures du soir, un nouvel accident s'est produit. Sur une hauteur, le long de l'immeuble de la Caisse des dépôts et consignations, reposaient, les uns sur les autres, les fers de la compagnie Moisant, destinés à la consolidation de cet immeuble.

Les terres, amollies par l'eau, se sont effondrées, entraînant une partie des fers.

Médaille commémorative de la paix de
Tilsitt où l'on voit les trois souverains fran-
çais, russe, autrichien, signer le traité de
paix;
La couronne de fer des Lombards;
L'arc du Carrousel;

V naturelle, à sec, avec la Poudre Capillus
de la Parf^{ie} Ninon, 31, rue du 4-Septembre.

Ce que nous pouvons dire, c'est le vif intérêt qu'y attache le ministre. M. Lockroy, que nous avons pu approcher avant sa rentrée à Hyères, a bien voulu en effet nous exprimer la satisfaction qu'il avait éprouvée du résultat.

VOUS RENDREZ à vos cheveux leur couleur naturelle, à sec, avec la *Poudre Capillus* de la *Parf. Ninon*, 31, rue du 4-Septembre.

Pharmacie NORMALE
15 & 17, rue de Provence - 17 & 19, rue Drouot

Ayuntamiento de Madrid

Correspondances Étrangères

FIGARO AU TRANSVAAL

Le nouvel impôt sur les mines. — Un discours de M. Rouliot. — Le devoir des actionnaires français des mines d'or.

Johannesburg, le 10 décembre.

Vous avez appris, par dépêche, que le gouvernement vient d'imposer à l'industrie minière une nouvelle et lourde charge. Non seulement, la production des mines rangées sous le régime des *minepachten* est frappée d'une taxe de 2 1/2 0/0, mais, de plus, les bénéfices de toutes les exploitations sont soumis à une redevance de 5 0/0. Si M. Krüger prétend, par des mesures de ce genre, se concilier la faveur de l'opinion européenne et faciliter la négociation de son emprunt, il s'expose sans doute à une grosse déconvenue. L'impôt nouveau, qui représente une somme totale de 10 à 12 millions par an, retombera sur les actionnaires, et une fois de plus les porteurs de titres de mines d'or payeront les frais des extravagances des Boers.

La Chambre des Mines, toujours sur la brèche pour défendre les intérêts de l'industrie, s'est réunie aussitôt, afin d'examiner la situation. Son président, notre éminent compatriote, M. Rouliot, a prononcé un discours admirable de modération, de logique et de bon sens. Il a montré à quel point la loi votée par le Volksraad froissait l'équité. « L'impôt », a-t-il déclaré, « aurait quelques raisons d'être s'il correspondait à des diminutions de charges opérées dans un autre sens. Mais, depuis le rapport de la Commission officielle d'enquête, loin d'obéir aux justes demandes de réformes que contenait ce document, le gouvernement a ajouté des charges nouvelles à celles que déjà nous supportons. L'administration des chemins de fer a bien introduit une réduction de tarifs sur certains articles, pour une valeur de 2,500,000 francs; mais, en guise de revanche, il a surélevé aussitôt de 5,000,000 de francs les tarifs sur d'autres chapitres. Pareille aventure est arrivée pour les droits de douane: ils ont été abaissés pour quatre articles et surélevés pour vingt-huit. »

Ce qui caractérise le mieux la loi nouvelle, c'est la hâte étrange avec laquelle elle a été proposée et votée. La Constitution transvaalienne, le *Grondwet*, exige qu'un projet législatif, pour être valablement discuté, soit publié au *Journal officiel* trois mois avant d'être soumis au Parlement. Or, que s'est-il passé dans le cas qui nous occupe? Ecoutez M. Rouliot:

« Jeudi dernier, dans la soirée, nous avons appris que le président de l'Etat, M. Krüger, venait, sous le prétexte d'urgence, de soumettre au premier Volksraad un projet de loi comportant un impôt sur les bénéfices des exploitations minières. Une réunion du Comité exécutif de la Chambre des Mines fut alors décidée pour le lendemain, vendredi, avec l'objet de discuter ce qu'il convenait de faire à l'égard de la mesure proposée. Or, pendant que nous examinâmes cette question, un télégramme nous a été remis, disant que la loi avait été votée et qu'elle serait appliquée immédiatement. Il ne nous restait plus qu'à protester, et nous l'avons fait sous la forme d'une dépêche adressée au secrétaire d'Etat, et conçue de la manière suivante:

« Le Comité exécutif de la Chambre des Mines, représentant l'industrie minière de la République, désire vous remettre sa respectueuse protestation contre la façon hâtive avec laquelle a été votée la loi qui frappe les bénéfices des Compagnies minières, sans que ceux qu'elle touche aient eu la possibilité d'exprimer leurs vœux à ce sujet, et plus spécialement sur le point de savoir si l'impôt lui-même était justifié. »

Cette protestation a été communiquée à la presse et a été ensuite à nos représentants en Europe. Je dois déclarer, en outre, qu'il y a six semaines environ une députation de la Chambre se rendit auprès du gouvernement pour l'interroger à propos de la « loi de l'or » qui, à ce moment, était en discussion devant le second Volksraad. Entre autres points touchés, elle mentionna certains bruits qui couraient alors concernant un projet d'impôt sur les dividendes. On lui répondit que ces bruits étaient sans fondement, et on lui donna à entendre que si une mesure de ce genre devait jamais être envisagée, on prendrait tout le temps nécessaire pour examiner la question et s'enquérir de l'opinion de l'industrie.

Or voici que, tout au contraire — et en contradiction formelle avec les lois constitutionnelles de ce pays — une mesure si radicale a été brusquement soumise au Parlement et votée en vingt-quatre heures, sans que personne ait pu en avoir connaissance.

A mon avis, une pareille façon d'agir fera un mal incalculable et au crédit de l'Etat et aux intérêts de l'industrie. Considérez l'état d'esprit d'un actionnaire européen. Il étudie les lois du pays, il voit que l'exploitation d'une mine est soumise à telles et telles conditions: il calcule le revenu qu'il peut tirer de son

argent; il le place, et voilà que tout à coup, dans l'espace de quelques heures, sans avertissement préalable, une nouvelle loi est votée, qui change complètement sa position, et lui ravit une portion plus ou moins grande de son légitime bénéfice. Croyez-vous qu'après cette expérience, il soit tenté de nouveau d'engager ici son capital, pour développer les ressources futures de l'Etat? J'ai bien peur que non!

J'ai tenu à citer tout au long ce passage du discours de M. Rouliot. C'est la raison même. Il est d'un logique irréfutable. Mais la question n'est pas pour cela résolue. Que faut-il faire? A mon sens, la tactique à suivre est fort simple.

Les actionnaires européens ont placé leur argent au Transvaal dans des conditions qui réglaient parfaitement la convention de Londres. Il n'est pas douteux que cette convention a été, dans l'espoir que M. Krüger, manifestement violée par le gouvernement transvaalien. Il n'est pas permis au Volksraad de Pretoria d'établir une distinction entre les intérêts étrangers domiciliés au Transvaal, de frapper les mines tandis qu'il laisse indemnes les autres entreprises, de concentrer ses rigueurs sur les exploitations aurifères. S'il viole la convention, il appartient indéniablement à l'autre partie contractante — c'est-à-dire à l'Angleterre — de la faire respecter. Je sais bien qu'il n'est peut-être pas de l'intérêt de l'Angleterre de réclamer, en ce moment: elle laisse le Transvaal se décomposer, peu à peu; elle suit, d'un œil paisible, les progrès de la corruption qui le mine; elle attend, patiemment, la minute où, sans danger, sans ennui, sans complication pour elle, ce fruit pourri se détachera de l'arbre, et lui tombera dans la main. Mais les calculs de l'Angleterre doivent peu toucher les actionnaires. Elle ne perd rien à attendre, tandis que chaque mois qui s'écoule leur cause, à eux, un nouveau dommage, augmente leurs charges, diminue leurs bénéfices.

Assurément, il vaudrait infiniment mieux s'adresser au gouvernement transvaalien lui-même, et obtenir de lui, par la démonstration même du mal qu'il se fait, la modification de ce régime. Mais M. Krüger et son Volksraad sont sourds: une longue et dure expérience nous a appris qu'on ne pouvait rien espérer de ce côté. Dans ces conditions, il est du devoir des actionnaires français, qui possèdent plus de la moitié des titres de mines, en capital, un milliard et demi de francs — de se tourner du côté de l'Angleterre et, par l'intermédiaire de notre gouvernement, de l'obliger à rappeler à M. Krüger que l'Angleterre des lois et de l'équité. Nous ne pouvons permettre au cabinet de Londres de se faire, pour de louches raisons de machiavélisme politique, le complice des exactions que nous subissons ici.

Africander.

La Vie Sportive

LE TURF

COURSES A MARSEILLE

Avec un peu plus de soleil, on aurait eu plus de monde. Mais le soleil est resté trop dissimulé sous un ciel couvert, et moins bieu qu'il n'est d'usage de le trouver dans ce beau Midi d'azur. Le sport était cependant digne d'un cadre réjouissant.

Salade, dont la victoire était très prévue, a gagné le prix de la Durance. Fusain, bien monté par M. Galy et parti à 40/1, a nettement enlevé le prix du Château-d'If. En prenant la seconde place dans le prix Massilia, derrière Colombo II, Menil Jean n'a pas donné une bien haute idée du champ qu'il laissait derrière lui, puisque dans le prix de la Société des Steeple-Chases, jeudi, il était parmi les non placés, de même que Colombo II, derrière Saint Vrain, Porcelaine et Orville. Thémostol, parti grand favori dans le prix du Prado, l'a remporté très facilement. Il s'est produit pas mal de dérobades pendant le meeting.

Et maintenant, en route pour Nice.

Un accident a marqué la première course: Weggis, à M. Le Moine, s'est cassé la jambe et a été abattu.

Le Prix de la Durance, 2,000 fr., 3,400 m., a été pour Salade (5/4), à M. Paccard (Reeves), battant Orthodoxe, à M. E. Robit (Galy), et Kabyle, à M. L. Bariller (Hemings).

Balzac, Orthodoxe et Kabyle ont pris en tête. En face Weggis culbutait; Kabyle faisait une grosse faute au brook, mais il repartait vite le terrain qu'il avait perdu et, aux tribunes, il était en tête devant Salade et Orthodoxe. Dans le dernier tournant, Salade se détachait et conservait l'avantage jusqu'au bout, malgré une bonne attaque d'Orthodoxe qui succombait d'une encolure; Kabyle était troisième à deux longueurs.

Pari mutuel à 5 fr.: 9 fr. Placés: Salade, 8 fr. 50; Orthodoxe, 23 fr. 50.

Le Prix du Château-d'If, 4,500 francs, 3,200 mètres, a été pour Fusain (40/1), à M. Cagnon (Galy), battant Saisy, à M. Dugas (Delorme), et Régence, à M. de Gernon (M. de Lamotte).

L'Aurore II, Fusain et Saisy ont mené jusqu'en face où L'Aurore II faisait une faute qui le mettait hors de course. Saisy prenait alors la tête devant Fusain et les autres ensemble. A l'entrée de la ligne droite, Fusain venait attaquer le leader qui, après une belle lutte, succombait d'une encolure; Régence prenait la troisième place à deux longueurs.

Pari mutuel à 5 fr.: 58 fr. 50. Placés: Fusain, 20 fr. 50; Saisy, 39 fr.

Le Prix Massilia, 12,000 fr., 4,000 mètres,

a été pour Colombo II (14/1), au baron de Chole (Courtade), battant Menil Jean, à M. Ch. de Ravel (Delorme), et Le Dandy, à M. G. Ledat (Maidment).

Après plusieurs tentatives infructueuses, Colombo II s'est élancé en tête devant Le Dandy, Porcelaine et le peloton terminé par Rouen, La Belle Ferrière et Gardenia. Aux tribunes Porcelaine, Gardenia, Rouen et Colombo II formaient le peloton de tête.

En face, au second tour, Gardenia, Rectitude et Le Dandy avaient le commandement. Les poules « cauchoutées » Vinet sont à la suite de Porcelaine. Manon refusait la rivière. En face Porcelaine se dérobait; dans le dernier tournant Rectitude en faisait autant. Colombo II prenait alors la tête devant Le Dandy. Le cheval du baron de Chole prenait le meilleur et l'emportait de trois longueurs sur Menil Jean qui venait à la fin enlever la seconde place à Le Dandy.

Pari mutuel à 5 fr.: 5 fr. 50. Placés: Colombo II, 29 fr. 50; Le Dandy, 9 fr. 50.

Le Prix du Prado, 2,500 fr., 2,800 m., a été pour Thémostol (4/6), à M. L. Légière (Bessene), battant Tron de l'Air, à M. Sanlaville (Galy), et Fen de Brut, à M. de Salverte (Dejolly).

Protocole et Chrysalide ont pris la tête au départ. Au château Tron de l'Air devenait leader. En face Thémostol venait au premier rang. Le favori conservait facilement l'avantage sur Tron de l'Air, qui venait à la fin enlever la seconde place à Fen de Brut.

Pari mutuel à 5 fr.: 7 fr. 50. Placés: Tron de l'Air, 7 fr.; Fen de Brut, 10 fr.

Robert Milton.

YACHTING

UN VRAI YACHTSMAN

Dans l'espace de deux années, traverser deux fois l'Atlantique, aller au cap Nord, puis en Syrie, cela peut être considéré comme la croisière d'un vrai yachtsman. Elle mérite d'être signalée.

En 1891, un Américain, M. J. Trotter, commandait à Edouard Burgess les plans d'une goélette de deux cents tonneaux, qui fut construite à Bath (Maine). Ses dimensions étaient 32m 95 de bout en bout, 26m 40 à la flottaison, 6m 70 de bau, 3m 60 de creux, 4m 10 de tirant d'eau. La coque haut sur l'eau, bien défendue, très tordue, avec guibre et voûte très élanées. On lui donna le nom de *Fleur-de-Lys*.

En 1896, George Lord Day, avocat renommé à New-York, jour de poule émérite, fut un accident de cheval assez grave; des qu'il fut entré en convalescence, son médecin lui ordonna le yachting comme moyen thérapeutique pour activer sa guérison. Il lui loua alors la goélette *Fleur-de-Lys*, et il partit pour les Antilles. Au cours de ce voyage M. Day apprécia les qualités nautiques exceptionnelles de *Fleur-de-Lys*; aussi, à son retour à New-York, il en devint propriétaire, et il résolut de venir passer l'été de ce côté de l'Atlantique.

Le 23 mai 1896 *Fleur-de-Lys* quitta la baie de Sandy Hook, et le 17 juin, après une traversée de 10 jours, elle arriva à New-York. Elle aborda à Southampton. M. G. L. Day y fit un court séjour et il se dirigea vers la Suède, la Norvège, le cap Nord, le Danemark, ayant à son bord la jeune et charmante Mme George Lord Day et deux amis, M. A. W. Hoyt et Gaston Fournier. Le 7 septembre, *Fleur-de-Lys* entra à Dieppe, retour de Copenhague.

En fin de saison, le 23 septembre, les premiers mois de 1897, M. Day croisa sur les côtes de la Manche et de l'Océan. Au printemps il se prépara à retourner en Amérique; le 20 juillet il quitta Le Havre, suivit la route la plus directe par les bancs de Terre-Neuve, et le 19 août il allait s'enfoncer dans le mouillage du N. Y. Y. C.

En mars 1898, M. G. L. Day repartit la mer pour revenir de ce côté de l'Atlantique, mais en atterrissant il apprit la déclaration de guerre entre son pays et l'Espagne. Poursuivi par des bâtiments espagnols, il sut tromper leur vigilance par d'habiles manœuvres; il entra dans le Tage et resta quelque temps à Lisbonne. Mais les incidents de mer n'étaient pas faits pour l'arrêter; il quitta Lisbonne et rencontra un navire de guerre espagnol par le travers du cap Finistère; il lui échappa de nouveau, et il monta à Bordeaux.

Dés que les hostilités eurent pris fin, M. et Mme Day et leurs amis, MM. Ernest et Gaston Fournier, se rendirent en Méditerranée, dont ils suivirent les côtes jusqu'en Syrie. Au retour, ils s'arrêtèrent sur la Côte d'Azur, se dirigèrent sur Gibraltar. Le 25 décembre dernier, *Fleur-de-Lys* hissait ses voiles et mettait le cap sur les îles Madère. De là, M. Day se dirigea sur les îles du Cap Vert et Cuba, pour visiter La Havane, puis il rentra à New-York. Cette route, la plus longue, a été choisie afin de jour des temps chauds des tropiques, la jolie Mme Day, qui est une yachting-lady des plus courageuses, ayant désiré faire la traversée à bord du yacht. C'est le cas de souhaiter que la mer soit élémentaire à *Fleur-de-Lys* et à ses passagers.

Jib Topsail.

ALPINISME

Le Club Alpin vient de nous communiquer le programme de ses excursions dominicales aux environs de Paris. Celle d'hier par exemple, favorisée par un temps superbe, se faisait sous la conduite de M. de Jarnac, comportait une promenade à Corbeil par la colline de Montaubert et la vallée d'Essonne.

Nous donnons ci-dessous les excursions projetées pour les quatre prochains dimanches:

Dimanche 15 janvier. Commissaire: M. Brunari. — Rendez-vous (gare Saint-Lazare) à 9 heures 30. Départ à 9 heures 45 pour Vaucluse-Noisy (déjeuner), forêt de Marly, Marly-le-Roi (12 km.). Retour (gare Saint-Lazare) à 4 heures 45. Prix: 6 francs.

Dimanche 22 janvier. Commissaire: M. Bourcier. — Rendez-vous (gare du Nord) à 7 h. 45. Départ à 8 heures pour Batavia. Visite de la ville. Déjeuner. A pied à Thionville (7 km.). Retour (gare du Nord) à 5 heures 25. Prix: 10 francs.

Dimanche 29 janvier. Commissaire: M. Faber. — Rendez-vous (gare du Luxembourg) à midi 17. Départ à 12 heures 30 pour Sceaux-Robinson. Vallée d'Aulnay, Verrières, bois de Verrières, Velizy, bois de Meudon (12 km.). Retour (gare Montparnasse) à 5 h. 45 ou 6 h. 25. Prix: 1 fr. 50.

Dimanche 5 février. Commissaire: M. Diehl. — Rendez-vous (gare Montparnasse) à midi 15. Départ à midi 30 pour Villepreux. Saint-Nom, la haute forêt de Marly, Fourqueux, gare de Saint-

Germain (14 km.). Retour (gare Saint-Lazare), à 6 h. 9. Prix: 2 francs.

Quelques membres de la section de Paris se sont montrés, à plusieurs reprises, disposés à prendre part à une course de neige, dans les forêts de Fontainebleau ou de Montmorency. Ceux qui persisteraient dans cette intention pourraient, dès maintenant, s'inscrire au Club. Si les circonstances s'y prêtent au cours de l'hiver, l'un des membres de la Commission des excursions leur enverrait, en temps utile, une convocation pour le lendemain ou le surlendemain.

Paul Moyan.

PETITES NOUVELLES

Automobilisme. — Les chauffeurs s'ennuient. L'Automobile-Club ne va bientôt plus leur donner asile et les prochaines courses sont assez éloignées. Aussi ne parle-t-on que de matches. Le dernier défi est celui de M. Krieger qui, monté dans une voiture électrique, propose aux « pétroliers » des courses jusqu'à épuisement de force motrice. Le premier qui, pour une cause quelconque, s'arrêterait, serait déclaré vaincu.

Les poules « cauchoutées » Vinet sont à l'heure actuelle les plus employées, parce qu'on a reconnu qu'elles seules donnaient de bons résultats. La liste des clients du magasin de la rue Broet l'aurait convaincu au besoin les plus incrédules.

— Aux ateliers de la maison Mors, 48, rue du Théâtre, on travaille jour et nuit pour donner satisfaction aux commandes qui arrivent de toutes parts. Les voitures qui sortent de l'usine sont, du reste, minutieusement vérifiées et marchent à merveille.

Vélocipédie. — Une course de 24 heures est en train de se disputer à Madison Square. Parmi les concurrents, citons Frédéric, Pécaré, Miller, Walter, Hale, etc.

Au bout de 12 heures, Frédéric était en tête avec 384 kilomètres et Miller n'était que douzième.

— On fera beaucoup de cyclisme et d'automobilisme cet hiver, dans le Midi. L'enlèvement de la Côte d'Azur par les sportsmen sera un nouveau triomphe pour la marque Georges Richard, car toute la foule élégante qui cycle et chauffe ne veut pas d'autres machines que les merveilleuses bicyclettes et automobiles portant le Trèfle à quatre feuilles.

6,000 francs de recette environ, et une provision de 2,500 francs de bénéfices nets à verser dans la caisse de secours aux cantonniers, tel a été et tel sera le résultat du bal de bienfaisance organisé samedi à l'hôtel Continental, par un groupe de dames et de membres du T.C.F.

— Explications: nous.

Nous avons annoncé qu'en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés par l'Assemblée générale extraordinaire du 10 décembre et confirmés par l'Assemblée générale ordinaire du 27 décembre, pour prendre les mesures financières qu'il jugera nécessaires, le Conseil de l'Union, dans sa séance du 28 décembre, avait décidé, sur la proposition de M. Georges Guérin, de faire payer un droit de un franc par membre pour toute nouvelle admission adressée aux bureaux de l'Union.

Pour que cette mesure ait un effet régulier, le Conseil a décidé de la rendre applicable immédiatement, c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier 1899.

Le droit de 1 franc n'est pas annuel, mais payable une fois pour toutes.

Il ne s'applique pas aux associations scolaires ni aux sociétaires ne payant aucune cotisation à leur club.

P. M.

Tribunal de Commerce de la Seine

LIQUIDATION JUDICIAIRE

du 5 janvier

De la dame Claire-Elisa Rengé, divorcée, tenant un fonds de confection de robes et manteaux, à Paris, 24, boulevard des Capucines, faisant le commerce sous le nom de « dame Bouquet ».

M. Guey, juge-commissaire; M. Cotty, liquidateur provisoire.

Petites Annonces

La Ligne..... 6 francs.
Par Dix insertions ou cinquante lignes dans le délai d'un mois, la Ligne..... 5 francs.

La Ligne se compose de trente-six lettres.

PLAISIRS PARISIENS

Programme des Théâtres

OPERA. — 8 h. — Samson et Dalila; l'Etoile, DEMAÏN, Relache.

FRANÇAIS. — 8 h. 1/4. — Celle qu'on n'épouse pas; la Femme de Tabarin; le Berceau. DEMAÏN, le Berceau.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0. — Manon. DEMAÏN, Fidélio.

DEON. — 8 h. 0/0. — La Veillée de Noël; Amphitryon. DEMAÏN, la Reine Fiammette.

GYMNASSE. — 8 h. 3/4. — Mademoiselle Morassut. VAUDEVILLE. — 8 h. 1/2. — Georgette Lemoine.

RENAISSANCE. — 8 h. 1/2. — La Dame aux camélias.

VARIÉTÉS. — 8 h. 1/4. — Les Chaussons de danse; le Voyage autour du Code.

PALAISS-ROYAL. — 8 h. 1/2. — Cagliostro; Chéri.

PORTES-SAINT-MARTIN. — 8 h. 0/0. — Cyrano de Bergerac.

CHATELET. — 7 h. 3/4. — La Poudre de Perlinpinpin.

AMBIGU. — 0 h. 0/0. — Relache.

NOUVEAUTES. — 8 h. 1/2. — Le Jeu de l'Amour et du Bazar; le Contrôleur des Wagons-Lits.

FOLIES-DRAMATIQUES. — 8 h. 3/4. — Folies-Revue.

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 3/4. — Véronique.

THEATRE DES NATIONS. — 0 h. 0/0. — Relache.

THEATRE-ANTOINE (EX-MENUS-PLAISIRS). — 8 h. 1/4. — Résultat des Courses.

COMEDIE-PARISIENNE. — 8 h. 1/2. — L'Ecole des Amants; Lorot est acquitté!

NOUVEAU-THÉATRE. — 0 h. 0/0. — Relache.

CLUNY. — 8 h. 1/4. — L'Agréable sans tache; Charmant séjour.

THEATRE DE LA REPUBLIQUE. — 8 h. 1/2. — La Porteuse de pain.

DEJAZET. — 8 h. 1/2. — Mam'zelle Paris; la Turbutaine; Mariolain.

A LA BODINIÈRE. — 9 h. — Théâtre de la Nature: « La Création du Monde ».

BOUFFES-DU-NORD. — 8 h. — La belle Gabrielle.

BELLEVILLE. — 8 h. 1/4. — Les Deux Orphelins.

SPORTS

Chevaux et Voitures

BEAUX COUPÉS d'occasion, provenus d'échanges. A. Alfred BELVALETTE et Co, 21, Champs-Élysées.

CAUSE CONSTRUCTIONS: 4 CHEVAUX irlandais, 1m60 et 1m64, seul, paire, monté, attelé, garanti; lundi à mardi midi, 32, B. Villiers, Levallois.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

AVIS
A ces Annonces est appliqué un Tarif dégressif, dont les prix diminuent en raison de l'importance des ordres.

ADJUDICATIONS

Paris

2 MAISONS D'ITALIENS, 34 et 36, rue de la Helder, 32m22 en env. Rev. brut 73,810 fr. à pr. 1,000,000. A adj. en 1 lot, s. ench., ch. not. Paris, 47, Janv. 99. S'adr. à M. COTTENET, not., 23, Bd Bonne-Nouvelle.

VENTE au Palais de Justice, le 26 janvier 1899: MAISON A PARIS, 433 METRES

RUE DE POISSY, N° 31

Revenu: 29,000 francs
Prêt du Crédit foncier: 250,000 francs

S'adr. aux avoués M. DELASALLE, 12, rue d'Alger; M. Norguet et Gieules, et Rigault, notaire.

VENTES ET LOCATIONS

Paris

1^{er} CHOIX D'APPARTEMENTS MODERNES ET HOTELS. S'adr. PARIS-OFFICE, 16, place Vendôme.

A LOUER. B4 Haussmann, 134 G4 et BEL APP4 au 2^e étage. S'adr. à M. TOURILLON, notaire, 19, boulevard Malesherbes.

PORTE MAILLOTT, 239, BOULEVARD PERREIRE APP4 luxueux, dernier confort, 2,000 à 2,800 fr.

BAUDUIN VENTES ET LOCATIONS, INDICATIONS GRATUITES. 98bis, B4 Haussmann.

TIFFEN Ancienne Maison JOHN ARTHUR, 22, rue des Capucines, fondée en 1818. LOCATION D'APPARTEMENTS.

MEUBLES ET NON MEUBLES, AVANTAGEUX. Meubles et non meubles, aux ateliers de

MAISONS RECOMMANDÉES

Objets artistiques

MANDOLINES, GUITARES, tous autres instruments. Union musicale, r. Pépinière, 11. Prix modérés.

Ameublement

PLUS D'INCENDIE EXTINCTEUR à la 2^e main, unique. Prix: 12 fr., rempli d'essence. Coque etc. 2^e main. Seul dépositaire ROTHENHEIM, 154, B4 St-Germain.

Photographie

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN DU FIGARO

Cette PRIME consiste en un superbe PORTRAIT tiré au platine et du format 18 x 24 exécuté par CAMUS, le photographe en renom. Pour en bénéficier, il suffit de se présenter, muni de sa quittance d'abonnement, aux ateliers de

Parfumerie

M^{me} DUCHATELIER, ex-1^{re} Cartomanie, r. Molière, 19. Lesons beaux p^{er} l'électricité. P. 200. Corresp.

TOUT CÉDE, rideaux, hâles, taches, points noirs, à la vertu de l'incomparable GEORGINE CHAMPBARON, 10, rue Lafitte.

Hygiène, Médecine, Pharmacie

Le meilleur tonique est le VIN COCA MARIANI.

LES ANALYSES MÉDICALES (urines, crachats, sang, etc.) exigent un outillage perfectionné et une grande science. Elles sont exécutées d'une façon irréprochable dans le LABORATOIRE MODÈLE de la PHARMACIE NORMALE, rue Drouot, 16, par l'un des directeurs, ancien chef de laboratoire de la Faculté de médecine de Paris.

LADY, au c^{er} de la ville. Répétées VICHY LABAUD parmi les meilleurs de Vichy.

VOYAGES ET EXCURSIONS